



NATIONS
UNIES



CONVENTION-CADRE SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Distr.
GENERALE

FCCC/IDR.1(SUM)/SLO
5 juin 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

RESUME

du

RAPPORT DE L'EXAMEN APPROFONDI DE LA COMMUNICATION NATIONALE

de la

SLOVAQUIE

[Le texte intégral (en anglais seulement) est publié sous
la cote FCCC/IDR.1/SLO]

Equipe d'examen :

Martha Perdomo, Venezuela
Jesper Gundermann, Danemark
Agu Karindi, Estonie
Robert Williams, ONUDI
Mukul Sanwal, secrétariat de la Convention-cadre, Coordonnateur

Egalement disponible sur le réseau World Wide Web (<http://www.unfccc.de>)

Résumé ¹

1. L'examen approfondi a été réalisé entre mai 1996 et février 1997 et a été marqué par une visite à Bratislava du 2 au 7 juin 1996. L'équipe se composait d'experts du Venezuela, du Danemark, d'Estonie et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

2. Dans sa première communication nationale, la Slovaquie s'est d'une manière générale conformée aux instructions qui avaient été approuvées pour la présentation des communications nationales. Elle a également suivi, dans la mesure du possible, les Lignes directrices du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour les inventaires nationaux des gaz à effet de serre (1994) pour ce qui est des gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. L'objectif de la Slovaquie est de parvenir en 2005 à une réduction de 20 % des émissions de dioxyde de carbone par rapport aux niveaux de 1988. Selon ses prévisions, ces émissions devraient être en l'an 2000 inférieures de 16 % à ce qu'elles étaient en 1990. En 1994, les émissions de gaz à effet de serre étaient en baisse de 20 % par rapport à 1990. Les politiques et les mesures adoptées sont décrites dans la communication nationale par gaz et par secteur, en mettant l'accent sur le secteur énergétique. Les projections de la demande énergétique finale par secteur, en dehors du secteur des transports, s'appuient sur la stratégie et la politique énergétiques de la République slovaque jusqu'en l'an 2005. Les estimations sont établies à partir de la contribution de chaque secteur au produit intérieur brut (PIB). Bien que l'évolution observée dans certains secteurs ne corresponde pas aux prévisions, les tendances globales sont quelquefois conformes à ces prévisions.

3. La réduction des émissions de gaz à effet de serre est l'un des aspects de la politique énergétique de la Slovaquie, qui envisage par ailleurs de l'intégrer aux mesures prises pour réduire la pollution transfrontière. L'objectif de la politique énergétique est de fournir l'énergie au coût le plus faible possible tout en limitant au maximum l'impact sur l'environnement. A cet effet, elle prévoit la réduction des émissions de dioxyde de carbone, un accroissement de la part du gaz dans les utilisations finales, la réalisation d'économies d'énergie afin de réduire la consommation de combustibles fossiles, une utilisation accrue des sources d'énergie renouvelables et le développement de l'électricité nucléaire et de l'hydroélectricité. La stratégie, les principes et les priorités du gouvernement en matière de politique de l'environnement, adoptés en 1993, qui reposent sur la notion de développement durable, devraient contribuer à la définition d'objectifs stratégiques à long terme, moyen terme et court terme dans les divers secteurs économiques.

4. La Slovaquie dépend des importations pour près de 90 % de ses besoins énergétiques. Pour compenser la mise hors service progressive des anciennes centrales nucléaires, elle développe sa capacité de production nucléaire, ce qui se traduit parallèlement par une diminution de la consommation

¹/ Conformément à la décision 2/CP.1 de la Conférence des Parties, le texte intégral du rapport a été communiqué au Gouvernement slovaque, qui n'a fait aucune observation.

de combustibles fossiles. Elle met l'accent sur les mesures destinées à encourager l'efficacité énergétique et les économies d'énergie dans les grandes installations industrielles comme dans le chauffage résidentiel - qui représentent les trois quarts de la consommation énergétique finale. Ces améliorations sont à la fois faisables et économiquement justifiées étant donné que la moitié de la consommation électrique est imputable à 30 grandes installations industrielles. Le principal obstacle à leur mise en oeuvre est le manque de capitaux. Les subventions publiques au secteur énergétique sont de plus en plus faibles. En 1991, le prix de l'électricité pour les ménages avait augmenté de 70 % par rapport à 1989, qui est l'année de référence. En 1996, les tarifs de l'électricité ont été relevés de 10 % pour les particuliers et de 5 % pour les utilisateurs industriels, en moyenne. Le tarif appliqué aux entreprises est plus élevé que celui appliqué aux ménages, pour lesquels il y a péréquation. De même, les tarifs du chauffage sont inférieurs de 30 % pour les ménages et restent subventionnés par l'Etat à hauteur de 50 % environ.

5. Les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) en Slovaquie en 1990 ont été estimées à 58 278 Gg, et les absorptions par les puits à 4 451 Gg. La communication nationale contient des estimations globales des émissions calculées sur la base des potentiels de réchauffement de la planète, les émissions de CO₂ représentant 80 % des émissions totales exprimées en équivalent CO₂, celles de méthane (CH₄) 12 %, celles d'oxyde nitreux (N₂O) 7 % et les émissions indirectes d'oxyde d'azote (NO_x), de monoxyde de carbone (CO) et de composés organiques volatiles autres que le méthane 1 %.

6. Bien que la croissance récente du PIB (7,4 % en 1995) tienne pour une large part au développement du secteur des services et des petites et moyennes entreprises, qui ne sont pas en termes relatifs d'importants producteurs de gaz à effet de serre, l'industrie lourde et à forte consommation d'énergie garde une place importante, y compris dans les exportations. Un programme national de stabilisation et de réduction des émissions de dioxyde de carbone imputables aux moyens de transport a été adopté en 1995. La part des transports publics reste importante et le transport par route est en diminution. Bien que le nombre de voitures en circulation et la consommation d'essence devraient augmenter, les émissions de dioxyde de carbone du secteur des transports devraient être en l'an 2000 inférieures à leur niveau de 1990. La production industrielle et la production d'électricité n'ont pas retrouvé leur niveau de 1990, la production agricole est également en baisse et le PIB ne devrait pas dépasser en l'an 2000 le niveau atteint en 1990.

7. La Slovaquie a abandonné l'ancien système statistique de balances matérielles, qui ne tenait pas compte du secteur des services et ne faisait pas de distinction entre les utilisations finales de l'énergie et les procédés de transformation et de conversion de l'énergie. De ce fait, seul un spécialiste peut interpréter les données d'activités pour 1990 et il est difficile d'établir des comparaisons avec les données fournies par le nouveau système à partir de 1993.

8. La Slovaquie a communiqué des projections des émissions de CO₂, CH₄ et N₂O liées à la consommation d'énergie en 2005. Les réductions totales d'émissions de CO₂ par rapport à ce qui se passerait si aucune nouvelle mesure n'était adoptée seraient, selon les estimations, de 5 Gg en l'an 2000 et de 15 Gg en 2005, soit environ 9 % et 27 %, respectivement, des niveaux observés en 1990. Ces réductions devraient provenir pour environ 60 % de l'utilisation de

sources d'énergie autres que les combustibles fossiles, et pour environ 20 % des économies d'énergie, notamment des gains d'efficacité permis par le développement de l'utilisation combinée de la chaleur et de l'électricité et le recours de plus en plus important à des combustibles fossiles à plus faible teneur en carbone (principalement du gaz). Compte tenu des incertitudes qui entourent l'évolution future de l'économie, les orientations fixées par la politique énergétique sont les meilleurs paramètres dont on dispose.

9. L'équipe d'examen a insisté sur le fait que la structure et le rythme futurs de la croissance économique restent incertains et que par conséquent il ne peut qu'en être de même pour ce qui est des projections concernant les émissions de gaz à effet de serre. Elle considère toutefois que l'objectif qui consiste à parvenir à une réduction de 20 % des émissions de dioxyde de carbone en 2005 par rapport à leur niveau de 1988 sera probablement atteint.
